

REVUE ALGERIENNE DE FINANCES PUBLIQUES

Publiée conjointement sous l'égide de l'Université de Tlemcen, de la Faculté
des Sciences Economiques et de Gestion et de
L'Association Nationale de Finances Publiques – A.Na.Fi.P

Directeur de la Revue :

Pr. Ghouali Nourredine – Recteur de l'Université de Tlemcen

Revue fondée en 2011 par Mohammed Zine Barka – Professeur de Sciences Economiques

Directeur de la publication

Conseil scientifique :

- Mohammed Zine Barka – Université de Tlemcen
- Bendiabdellah Abdessalam – Doyen – Université de Tlemcen
- Mohammed Benbouziane – Président du Conseil Scientifique – Université de Tlemcen
- Pierre Bauby – Université Paris 8
- Peter Jackson – University of Leicester - UK
- Jacques Bourgault - Professeur associé UQAM / ÉNAP - Canada
- Zoya S. Kayra – Donetsk State University of Management - Ukraine
- Claude Sobry – Université de Lille 2
- Berrichi Abdelkrim – Université de Adrar
- Elias Boukrami – European Business School – Regent College London
- Maria Negreponi-Delivanis – University of Macedonia
- Beddi Naser-eddine – Université de Tlemcen
- Chaib Baghdad – Université de Tlemcen
- Boudelal Ali – Université de Tlemcen
- Abdelaziz Faïd – Ministère des Finances - Algérie
- Ikène Ferhat – Ministère des Finances - Algérie

Comité de rédaction :

- Mohammed Zine Barka - Université de Tlemcen
- Hocine Boumédiène – Université de Tlemcen
- Mme Aïcha Bouchikhi – Université de Tlemcen
- Benchaib Naser-edine – Université de Tlemcen
- Mohammed Bouknadil – Doctorant
- Ibrahim Oudjama – Doctorant
- Abdellatif Hamedi – Professeur de Français – Tlemcen

Adresse d'envoi des correspondances:

ZineBarka–Université deTlemcen–Faculté desSciencesEconomiquestetdeGestion–

BP 226 Tlemcen 13000 - ALGERIE

E-mail : z_barka@mail.univ.tlemcen.dz

Les opinions exprimées dans les articles publiés par la revue expriment les vues de leurs auteurs et ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité de la revue.

SOMMAIRE

Zine BARKA

Professeur de Sciences Economiques

Directeur du Groupe de Recherche en Economie des Finances Publiques - GREFiP

Zine BARKA13

LE SERVICE PUBLIC ET LA MODERNISATION DE L'ETAT :

ETAT DES LIEUX - REFORMES ET PROCESSUS D'ADAPTATION

Jacques Bourgault17

Les réformes administratives a.u gouvernement : la pratique canadienne?

Pierre Bauby39

Valeurs, objectifs et gouvernance des services publics :refonder l'action publique

MADJENE DJAMEL57

LES RELATIONS DE L'ADMINISTRATION FISCALE AVEC LES CONTRI-

BUABLES, UNE NOUVELLE APPROCHE

BEDDI Nasreddine.....81

LA DÉCENTRALISATION EN ALGÉRIE ETAT DES LIEUX ET

PERSPECTIVE D'UNE RÉFORME CITOYENNE DE L'ETAT

Degtyar A.O - Goncharenko M.V.....111

RAISING THE EFFICIENCY OF PUBLIC ADMINISTRATION OF BUDGET

INVESTMENTS

Roman G. Sobol125

Ways to Solve the Problem of Developing Insurance in Ukraine

Quels services publics dans un cadre de transition économique
et exigences citoyennes ?

SOMMAIRE

13..... Mme BARBA
LE SERVICE PUBLIC ET LA MODERNISATION DE L'ETAT
ETAT DES LIEUX - REFORMES ET PROCESSUS D'ADAPTATION

17..... Jacques Bourgaoui
Les réformes administratives au Gouvernement : la pratique algérienne

39..... Flette Bandy
Valeurs, objectifs et gouvernance des services publics : autour de l'action publique

57..... MADAME DJAMEL
LES RELATIONS DE L'ADMINISTRATION FISCALE AVEC LES CONTRI-
BUABLES : UNE NOUVELLE APPROCHE

81..... BEDDI Nareddine
LA DÉCENTRALISATION EN ALGÈRE ETAT DES LIEUX ET
PERSPECTIVE D'UNE RÉFORME CITOYENNE DE L'ETAT

111..... Degrat A.O - Goussier M.V
RAISING THE EFFICIENCY OF PUBLIC ADMINISTRATION OF BUDGET
INVESTMENTS

123..... Roman G. Sobel
Ways to solve the Problem of Developing Insurance in Ukraine

محتويات العدد

5	أ.د- باركة محمد الزين جليل زين العابدين طالب دكتوراه بجامعة وهران	قراءة تحليلية لقانون المالية السنوي 2012
13	أ.د- باركة محمد الزين جليل زين العابدين طالب دكتوراه بجامعة وهران	دور النفقات الجبائية في تشجيع الاستثمار - حالة الجزائر-
29	أ- بوشيخي عائشة	عوامل نجاح اللامركزية
59	أ- عبد الكريم مسعودي أ- غيلاني عبد السلام	تسيير خدمات المياه والتطهير في الجماعات المحلية - دراسة حالة بلدية باتنة-
79	أ- عابد عبد الكريم غريسي أ- شريف محمد	دور الإدارة الالكترونية في ترشيد وتحسين الخدمة العمومية.
113	أ. بن شعيب نصر الدين أ. بومدين محمد أ. بودية فوزي	البعد الأخلاقي للحد من ظاهرة الفساد في الإدارة العمومية
133	أ.د. بوشيخي عائشة، أ. أوبختي نصيرة، أ.بوهنة كلثوم	تقييم مستوى أداء الخدمات العمومية الجزائرية - حالة المستشفى الجامعي تلمسان و مستشفى مغنية-

159	د - بودلال علي	تثمين دور لحكومة الإلكترونية في إرساء الخدمة العمومية -مشروع القرن الحادي والعشرين- التجربة الجزائرية.
187	أ - بومدين حسين أ - أوجامع إبراهيم	تعزيز قيم النزاهة و الشفافية و المساءلة و مشاركة المواطنين من أجل تحسين الخدمات العامة المحلية
199	أ - شكلاط زيوش رحمة	مكانة و مدى نجاعة عقد الامتياز في التشريع الجزائري
219	أ - بوقناديل محمد أ - قديد يا قوت	الإنفاق العام المحلي و دوره في تحسين خدمات- التعليم الابتدائي

Tlemcen les 8 et 9 décembre 2013

Colloque international

**LE SERVICE PUBLIC ET LA MODERNISATION DE L'ETAT :
ETAT DES LIEUX - REFORMES ET PROCESSUS D'ADAPTATION**

Zine BARKA

Professeur de Sciences Economiques

Directeur du Groupe de Recherche en Economie des Finances Publiques - GREFiP

Président de l'Association Nationale des Finances Publiques - ANaFiP

I. Problématique

Le service public, notion complexe et controversée dont les contours ont évolué au cours des années, est de nos jours devenu un thème récurrent dans les débats sur la réforme du secteur public.

A première vue, la notion de service public recouvre la sphère des fonctions collectives, c'est-à-dire les activités d'intérêt général prises en charge par la collectivité ; par une personne publique, ou privée sous le contrôle d'une autorité publique.

Pour Pierre Bauby, (1995) « L'idée de service public repose sur le fait que certaines activités sociales doivent échapper, en fonction de la nature des objectifs et intérêts qu'elles mettent en jeu, à l'application de la logique marchande et à la recherche du profit, pour être gérées selon des critères spécifiques permettant un accès de tous à certains biens et services et concourant ainsi à l'équilibre et à la cohésion économiques, sociales et culturelles de la société ».

En réalité, le service public est une notion plurielle qui recouvre des aspects divers et revêt plusieurs sens. Dans son acceptation restreinte, elle désigne d'une part, une mission d'intérêt général qui se caractérise par une prestation fournie à l'utilisateur, et d'autre part, l'ensemble des organismes en charge de ces activités.

Pour autant, elle demeure conceptuellement imprécise et variable dans le temps. Ainsi, depuis la fin du XXème siècle, le contenu de cette notion a évolué de manière sensible sous l'influence de divers facteurs, parmi lesquels on peut citer :

- En premier lieu, la mondialisation et l'ouverture des frontières qui ont profondément bouleversé la conception classique du service public.
- Un autre facteur, qui a considérablement structuré le débat, est l'émergence dans les années 70 et 80, d'analyses relevant de l'école néo-libérale qui, en constatant le coût budgétaire excessif et la qualité du service public jugée insuffisante, plaident pour sa réforme voire pour sa remise en cause.

Aussi, sous l'influence de ces facteurs, de nouveaux concepts de gestion des services publics ont vu le jour et ont abouti à la réforme de l'Etat et de modernisation des services publics. Cette évolution a néanmoins emprunté plusieurs voies et donné lieu à des solutions différenciées.

A titre d'exemple, en Grande Bretagne, réduire les interventions publiques, combattre la pesanteur bureaucratique, telle est la vocation du New Public Management (NPM), qui a conduit à l'émergence de nouvelles formes de gestion et de régulation des services publics.

En France, la réforme a pris une tournure plus modérée, avec la mise en œuvre de la révision générale des politiques publiques (RGPP).

Ces politiques visent la réforme de l'Etat, la réduction des dépenses publiques et l'amélioration des politiques publiques.

Dans les pays en développement, et c'est particulièrement le cas de l'Algérie, la problématique du service public se pose en des termes différents. C'est, en effet, la qualité, la gouvernance et l'efficacité de son organisation et de ses modes de gestion qui sont souvent désignées pour le décrier.

Cela étant, même si chaque pays a sa propre conception et sa propre pratique du service public, il y a aujourd'hui un consensus international sur la nécessité de le moderniser. Certains auteurs évoquent même la libéralisation irréversible des services publics pour des raisons économiques.

En effet, le contexte nouveau dans lequel les services publics sont placés impose une adaptation de leurs modes, et d'organisation et de fonctionnement.

La conception d'un service public soustrait à toute exigence en termes de rende-

ment est dépassée. Le service public est désormais appelé à améliorer sa productivité et son efficacité.

L'Algérie, qui s'inscrit dans ce mouvement de réformes, a ouvert un grand chantier pour la modernisation de ses services publics. Ces transformations peuvent être illustrées par deux exemples concrets :

1. Le premier, est la réorganisation des administrations locales qui s'opère concomitamment avec la refonte du code communal et du code de wilaya.

2. Le second, est la modernisation des services de l'administration fiscale, qui est sous-tendue par l'idée d'un rééquilibrage des relations entre l'administration et les contribuables - usagers.

En effet, la relation avec le public est au cœur de ce qui caractérise le mieux le service public et fait sa spécificité. Un service public est une mission générale due par l'Etat à tous les citoyens appelés usagers.

Cela étant, le débat sur la réforme des services publics reste ouvert et constamment actualisé.

Le colloque que le Groupe de Recherche en Economie des Finances Publiques – GREFiP organise se veut d'abord un lieu d'échange d'expériences sur les pratiques concrètes de modernisation des services publics. Il est incontestable, aujourd'hui, que l'environnement dans lequel évoluent les services publics impose d'adapter en profondeur et continuellement leur mode d'organisation et de gestion.

Dans ce contexte de transformation qui semble irréversible des services publics, le colloque poursuit trois objectifs essentiels :

1. Faire connaître, à travers des exemples concrets, les enjeux de la modernisation des services publics.
2. Confronter les démarches-qualité et les expériences introduites dans les pays développés (UE) avec celles en cours en Algérie.
3. Tirer les enseignements utiles des expériences et des pratiques concrètes de transformation des services publics.